



Bordeaux Métropole 3.0

Contribution de la CRESS Aquitaine

Avant-propos

La Communauté urbaine de Bordeaux a lancé une démarche de prospective territoriale, Bordeaux Métropole 3.0. Cette démarche a pour objectif d'imaginer collectivement la vie dans l'agglomération bordelaise à l'horizon 2025/2030 et donc de débattre ouvertement des modèles pour notre métropole à long terme. Le but n'est pas de prédire l'avenir mais de l'anticiper et de choisir, parmi les futurs possibles, une vision d'avenir souhaité. Votre démarche a donc besoin des points de vue de la métropole bordelaise dans toute sa diversité : décideurs politiques et économiques, jeunes et scolaires, acteurs associatifs, humanitaires, éducatifs, créateurs et entrepreneurs...

Ces visions, qui insisteront sur des enjeux et des priorités diverses, seront croisées, mises en dialogue afin de faire émerger les sujets clivants, ceux qui font consensus, ceux qui engendreront une rupture, et au final ceux sur lesquels des choix devront être faits.

Dans ce cadre, la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire d'Aquitaine a été tout naturellement sollicitée, il y a quelques mois, pour réaliser et verser sa contribution à Bordeaux Métropole 3.0. Il s'agit, à travers cette contribution, d'exprimer, le point de vue de la CRESS Aquitaine, sur quelques grands enjeux et de faire partager nos réflexions sur les thématiques au cœur de nos préoccupations. Cette contribution veut témoigner de l'étendue du potentiel de l'Economie Sociale et Solidaire, de sa capacité d'imagination et de sa force de proposition ainsi que de la nécessité pour la CUB de la considérer comme un acteur majeur du développement territorial.

Les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire trouvent tout naturellement leur place dans une telle démarche, aussi, vous trouverez la contribution de la CRESS Aquitaine qui porte sur l'habitat coopératif et la consommation responsable sur notre agglomération en 2030.

Vincent PAILLART

Directeur

15 octobre 2030 - 8 H 30 - Ouverture des 25^{ème} Rencontres de l'Habitat participatif

Grégoire part inaugurer les 25^{ème} Rencontres nationales de l'Habitat participatif, un nom générique, apparu en 2010 à Strasbourg, qui fédère Coopératives de logement, Habitat groupé, Autopromotion, éco-hameaux, qui participent tous de la même grande famille, qui a fini par compter dans le paysage immobilier français. Et qui pèse même d'un poids particulier, puisque « l'Habitat participatif, c'est plus que du logement »...

La référence à ce slogan des débuts fait sourire Grégoire (déjà là à Strasbourg en 2010), qui, dans sa voiture électrique, traverse la Garonne sur le pont Jean-Jacques Bosc (il serait bien venu à vélo, mais il y a 10 cartons de programmes sur sa banquette : s'il y a une chose qui n'a pas changé, c'est bien le poids de ce bon vieux papier, qui continue à résister aux divers e-medias).

C'est l'Arena de Floirac qui accueille cette année les participants de ces 25^{ème} Rencontres, dont les représentants des Fédérations de Coopératives du Québec, de Belgique, de Suisse et du Danemark, plus quelques autres. Tous ont pu cette fois être hébergés dans l'une ou l'autre des Coopératives et Habitat groupés qui parsèment le territoire de Bordeaux métropole. Au moins, les représentants des pays où cette forme d'habitat existe depuis plus de 50 ans peuvent apprécier le chemin parcouru en France dans les 20 dernières années.

Les premiers projets d'habitat participatif ont vu le jour à partir de 2012 sur les communes de Bordeaux et Bègles, d'abord au rythme d'une cinquantaine de logements par an, avant que la reconnaissance officielle au niveau national en 2020 n'entraîne une augmentation sensible du nombre de projets. Le territoire de Bordeaux Métropole compte aujourd'hui près de 2 000 logements participatifs, qui regroupent près de 20 000 personnes, soit environ 2 % de la population de l'agglomération. Cela correspond aux chiffres annoncés tout au début, lorsque la CRESS Aquitaine et l'UR Pact Habitat se sont lancés, en 2008-2009.

Et si le logement participatif est resté une « niche » parmi les milliers de logements réalisés sur le territoire de Bordeaux Métropole depuis 2012, il a permis à quelques centaines de familles d'accéder à un logement « sur mesure » et un peu moins coûteux à l'achat. Ces familles se félicitent aussi des économies réalisées en terme de consommation d'énergies et d'eau, en partie dues à la qualité de construction, en partie grâce à des usages innovants.

Bordeaux Métropole compte aussi plusieurs éco-quartiers, qui procurent certes les mêmes avantages en terme d'économies d'énergie, mais dont les prix au m² étaient - et restent - bien au dessus de celui des Coopératives et où la mixité sociale et générationnelle ne s'est pas développée comme avec l'habitat participatif. Au fil du temps, les usages non plus, n'ont pas été les mêmes : là où avec ce dernier tous les voisins se connaissent dès leur arrivée dans leur logement, puisqu'ils ont en amont travaillé ensemble à élaborer leur projet, avec bien des

aspects ouverts sur le voisinage, la vie dans certains éco quartiers se fait un peu en autarcie, reproche qui était fait aux tous premiers projets d'habitat participatif, avant qu'ils ne sortent de terre.

Ces derniers font désormais des envieux. Surtout, finalement, grâce aux usages annexes, propres à chaque projet, que les coopérateurs ont su développer en même temps que le projet immobilier, et qui constituent aujourd'hui autant de petits plus. Pas si petits que cela, d'ailleurs, depuis qu'une mise en réseau s'est structurée peu à peu, enlevant bien des soucis aux coopérateurs en terme de gardiennage des enfants, de bricolage, de production directe de fruits et légumes (en inter action avec le réseau des AMAPS), grâce aux jardins partagés créés dans la plupart des coopératives, ou qui ont été initiés peu à peu aux alentours de celles-ci.

De plus, bien placés le long des axes de transport structurants, les sites d'habitat participatif bénéficient d'avantages induits en terme de temps de déplacements domicile-travail et domicile-loisirs et de ce fait en termes de confort et de qualité de vie. De coût également, car l'automobile, qui garde toute sa place dans les déplacements, coûte toujours très cher, que ce soit à l'achat pour les véhicules tout électrique ou en fonctionnement pour les hybrides.

Dans Bordeaux, qui s'étire le long des Quais de Garonne, encore verts d'un pont à l'autre en cette mi octobre, plusieurs « Coopératives seniors », que la ville a souhaité développer dès le départ, jouent bien le rôle qui leur était dévolu : permettre à des ménages de seniors de rester en centre-ville dans de bonnes conditions, hors maisons de retraite, dans de petites coopératives d'une dizaine de logements chacune. Elles offrent une réelle solidarité de proximité et des services à domicile mieux organisés, que ce soit en terme de santé que de services à la personne (qui se sont eux aussi largement étoffés dans les 10 dernières années, d'ailleurs en grande partie pour prendre en compte le vieillissement de la population, la France ayant passé depuis plus de 10 ans le cap des 2 millions de personnes âgées de plus de 85 ans). De fait, l'époque où le soutien aux initiatives inter générationnelles était frileux est bien révolue et, hors ces réalisations bordelaises, plusieurs coopératives accueillent jeunes ménages et seniors, chacun trouvant avantage aux échanges développés.

Le constat est partout le même au niveau national : là où les éco-quartiers ont intégré en leur sein un ou plusieurs habitats participatifs, leur appropriation par les habitants s'est mieux faite, le fonctionnement est plus riche en terme de services ou d'initiatives citoyennes. Et les réalisations les plus abouties sont finalement celles qui ont su développer plusieurs fonctions (habitat, activités et loisirs) sur un même territoire, la rive droite où circule Grégoire en étant un bel exemple : en à peine plus de 30 ans, depuis 1995, elle est passée du statut de zone industrielle déclassée à celui de zone inventive en développement, tout le long du pied des coteaux, des abords du pont levant jusqu'à l'Arena où Grégoire arrive. Repensant à ce qu'il avait vu à Lausanne il y a quelques années, Grégoire se dit finalement que le modèle gascon, où planification urbaine et participation, passées au mixer de la politique locale, a finalement donné un résultat intéressant ! C'est finalement ce qui ressemble le plus à la "ville durable", dont la définition était encore floue lorsque Grégoire étudiait sur les bancs de l'Institut d'aménagement. Des fameux "3 B" qui portent le développement urbain de l'agglomération depuis

plus de 30 ans, c'est le secteur qui a connu la transformation la plus multiforme, aux contours inattendus, où l'Habitat participatif a trouvé une place de choix.

En y pensant, Grégoire se dit aussi que la taille des Habitats participatifs a contribué à leurs succès, en particulier face au mode d'urbanisation très classique des premiers éco-quartiers. Insérés dans le tissu existant, l'habitat participatif a finalement trouvé toute sa place, parce qu'il a mieux tiré son épingle du jeu dans un contexte de raréfaction du foncier où les prix ont continué de croître. La plupart des collectivités qui ont facilité son développement l'ont fait pour densifier en douceur certains secteurs de quartier ancien ou de quartier pavillonnaire, avant d'en mesurer l'impact en terme de pratiques induites par ces projets. Et le résultat est à la hauteur des attentes des élus : l'agglomération s'est densifiée sans s'élever en hauteur, permettant d'atteindre l'objectif de limitation de l'étalement urbain sans retour vers la réalisation de grands ensembles collectifs. Et la plupart de ceux qui ont été réalisés ont une forme architecturale bien différente du modèle des années 60 ... malgré quelques ratés.

Et dans son discours d'ouverture, c'est en rappelant que l'Habitat participatif s'est réellement développé du jour où l'on a compris que ses différents aspects permettaient une souplesse de mise en œuvre et une diversité de réalisation, et aussi que l'on est passée de projets en accession à la possibilité de réaliser à côté des coopératives en locatif, et surtout de mixer les deux possibilités, que le nombre de projets à décollé et produit le résultat atteint fin 2030.

C'est ce que se disent aussi les étudiants de l'Institut d'aménagement, venu écouter leur prof, en prenant le tram depuis leur Habitat coopératif jeunes du Campus de Talence. Ce sera bientôt à eux d'écrire les pages suivantes de cette histoire ...

La consommation responsable sur la CUB en 2030

Aujourd'hui, la préoccupation de notre environnement est entrée dans nos gestes au quotidien. Chacun d'entre nous, mais aussi la société dans sa globalité, a opté pour des attitudes éco-citoyennes pour l'ensemble de notre consommation.

Il y a 20 ans, en 2010, nous imaginions des outils de sensibilisation et des moyens pour changer les comportements des citoyens mais aussi des collectivités publiques et entreprises privées.

Ces outils se sont formalisés, à l'époque, sous la forme d'une plateforme d'achats responsables, animés par les acteurs régionaux, qui s'adresse à la fois aux collectivités et aux entreprises.

En effet, elle venait répondre à une inadéquation entre l'offre et la demande. Des collectivités s'engageaient dans des démarches d'agenda 21 et/ou de consommation responsable mais ne trouvaient pas de réponse locale. Cependant, en parallèle, nous pouvions imaginer que des acteurs locaux étaient bien présents, dynamiques mais leur démarche n'était pas connue !

En 2011, le travail de préfiguration de la plateforme d'achats s'est accompagné d'un travail de mutualisation, avec un collectif bordelais. Toutes ces initiatives ont permis d'aboutir dès 2012 à la création d'une SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) Consommation Responsable en Aquitaine (SCIC CRA !), dans laquelle des collectivités, des entreprises, des acteurs aquitains, des usagers et des salariés se sont impliqués. Cette gouvernance collective a permis d'élaborer un projet coopératif de grande qualité, répondant à la fois aux demandes des acheteurs mais aussi aux contraintes des producteurs.

Cette centrale d'achat est LA référence pour l'ensemble des consommateurs sur le territoire. Son succès est lié à la mobilisation, dès le départ, des acteurs aquitains du commerce équitable qui ont ensuite conclu un partenariat avec les réseaux bio et l'agriculture de proximité.

Vingt ans plus tard, cette « centrale d'achat », présente sur toute l'Aquitaine, rassemble 500 acteurs régionaux du commerce équitable, de l'agriculture biologique et/ou de proximité. Ensemble, ils proposent des produits alimentaires, vestimentaires, d'entretiens ... qui respectent la juste répartition des gains entre producteurs et distributeurs, et aussi notre environnement.

Toutes les collectivités ont développé l'approvisionnement bio et équitable dans la restauration collective (la leur, et celles des cantines des écoles).

Tous les lieux de restauration collective de collectivités ou d'entreprises n'utilisent plus que des produits bio, ou issus du commerce équitable, ou issus de circuits courts !

De plus, quelques années après sa création, le projet a fait l'objet d'essaimage dans de nombreuses régions françaises ! La SCIC CRA est un brevet déposé.... !!

Par ailleurs, la SCIC CRA avait souhaité à l'époque bénéficier d'un lieu vitrine sur l'agglomération bordelaise, afin de faire connaître sa démarche auprès du grand public aussi. C'est pourquoi le marché des Grands Hommes s'est transformé en lieu vitrine de la consommation responsable. Là où se trouvait un parking, maintenant les voitures Autocool ont pris place. Une station V3 est toujours présente. Ces modes de déplacements viennent ponctuer la démarche éco citoyenne !

Ce lieu, ouvert à tous, rassemble les acteurs de la consommation responsable, qui souhaitent avoir un lieu de vente en ville. Le grand public y trouve une grande variété de produits ! Mais la SCIC CRA a aussi développé un site Internet, permettant de réaliser ses achats en ligne et d'être livré à domicile.

Pour répondre à ce besoin, la SCIC CRA a créé plusieurs lieux de dépôts sur l'ensemble du territoire aquitain, ainsi qu'une entreprise d'insertion pour assurer les livraisons. Cette démarche permet à des personnes éloignées du marché de l'emploi de se requalifier, pour ensuite mieux repartir vers l'emploi classique. Cette structure d'insertion emploie aujourd'hui 400 personnes sur toute l'Aquitaine.

Ce projet, à l'origine petit par sa taille, mais grand en matière d'ambition, a changé radicalement les modes de consommation en Aquitaine.

Aujourd'hui, la SCIC CRA, c'est :

- ✓ 500 acteurs
- ✓ Un lieu vitrine : le marché des grands hommes
- ✓ Un site Internet avec achats en ligne et livraison
- ✓ Une plateforme d'achat pour les professionnels (collectivités et entreprises)
- ✓ 500 salariés (Entreprise d'insertion + salariés de la SCIC CRA)
- ✓ 5 collectivités et 10 entreprises investies dans la gouvernance de la SCIC CRA
- ✓ 15 collectivités « clientes » de la plateforme
- ✓ 1 000 entreprises « clientes » de la plateforme

Un beau bilan pour fêter 20 ans d'existence !